

Le Forfait Internet conçu pour toi!
Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

Ça c'est moi!
*909*1#

1 Comptes 9004
2 Abonnements 1-04 0 00 00
3 Débit Internet
4 Choisir le forfait qui te convient

Togocom

Prix: 250 Fcfa

Vision d'AFRIQUE

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 334 du 04 / 10 / 2022

Développement communautaire
Djatawoul dans le Dankpen P.6 bénéficie d'un centre communautaire moderne

Coup d'État au Burkina
Un dénouement pacifique P.5 qui porte la marque du Togo

Journée Mondiale de l'Habitat
« Orienter les différents programmes et projets vers la réduction des écarts et permettre à des personnes vivant dans la précarité d'avoir un accès au logement décent » Le ministre Koffi Tsolenyanu P.7

Togo/Rentrée scolaire 2022-2023 dans les Lacs
D'importants kits scolaires don du Chef de l'Etat convoyés par les ministres Myriam Dossou et Ablamba Johnson P.2

La Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO veut faire de la question du genre, un des piliers importants de son agenda

Qui est S.E Damtien Tchintchibidja, la togolaise Vice-Présidente de la commission de la CEDEAO ? P.6



10EME ANNIVERSAIRE DE LA COTPAT
Les transformateurs des produits agricoles soutiennent le « Mois du consommateur locale » et se projettent sur l'avenir P.6

Togo/Système dual de type coopératif
Les curricula de formation dans 5 métiers officiellement lancés P.6

Rentrée scolaire 2022-2023 dans le Kloto-Fiokpo

Un important lot de fournitures offert par le ministre Kokoroko

On ne le dira jamais assez, le gouvernement a mis la barre haute pour faire de l'éducation togolaise le maillon essentiel de tout développement. En la matière plusieurs actes factuels sont posés et mettent en confiance parents et apprenants qui ont trouvé des réponses juste et adaptée pour une reprise des classes sans embuche. La liste des actes posés est longue et va des décisions officielles auxquelles l'on rajoute des actes de charité et de magnanimité. Au nombre de ses actes magnanimes l'on note le geste constant du ministre des enseignements primaires, secondaire et de l'artisanat, le Prof Dodzi

Kokoroko dans son Kloto natal. La tradition a été encore observée ce 24 septembre 2022 pour le compte de cette année scolaire 2022-2023 en faveur du LYCEE WOME, l'EPP KPADAPE, l'EPP GBALAVE entre autres.

La délégation conduite par M. Yves-Gentil KPEVEY, Attaché de cabinet, de M. ALPHA KAO Mollah, Directeur Régional Plateaux Ouest, de M. KOUMA Bamissa, Chef IESG KPALIME et de GAVLO Komi Amen, Proviseur du Lycée de Kpodzi étaient porteur d'un message d'espérance, d'encouragement et de reconnaissance du ministre des enseignements Primaires

,secondaires et de l'artisanat aux acteurs du système éducatif en général et aux apprenants en particulier.

Selon le Chef de délégation M. Yves-Gentil Kpevey "l'excellence est aujourd'hui l'expression de l'éducation togolaise. C'est ce qui motive la démarche du ministre à votre égard. Il vous encourage à faire mieux et davantage car il y a énormément de défis à relever au regard des ambitions du gouvernement qui compte sur vous relèves de demain' 'Il n'a pas tarit d'éloge envers les parents pour leur résilience pendant ses moments difficiles. De milliers de cahiers tout



format confondu a été offert aux meilleurs élèves des différents parcours des établissements suscités et aux élèves issus des familles à revenu modeste

Les parents et enseignants ont témoigné leur reconnaissance au ministre

Kokoroko et l'ont rassuré de lui rendre la monnaie de sa pièce en faisant de très bon résultats en fin d'année.

Il est prévu à en croire l'entourage du ministre dans les jours à venir les mêmes gestes dans d'autres localités du grand Kloto.

Togo/Rentrée scolaire 2022-2023 dans les Lacs

D'importants kits scolaires don du Chef de l'Etat convoyés par les ministres Myriam Dossou et Ablamba Johnson

A l'orée de la rentrée scolaire 2022-2023, le Président de la République Faure Gnassingbé affirmait dans un post que les réformes du secteur se poursuivront avec pour objectif d'assurer un enseignement de qualité à la jeunesse, relève de demain. Pour bâtir cette éducation de qualité, il faut reconnaître à l'évidence que plusieurs mesures sont prise par le numéro un togolais dans ce contexte généralisée d'inflation pour soulager les peines des parents A ces mesures s'ajoutent des actes ponctuels touchant des parents à revenu modeste.



Mme Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République accompagnée de Mme Myriam Dossou-d'Almeida

ministre du Développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, ont dans la même logique remis au nom du Chef de l'Etat le 28 septembre

2022 d'importants kits scolaires aux élèves des quatre communes de la préfecture des Lacs.

Un geste de charité

chaleureusement accueilli par les bénéficiaires qui n'ont pas tari d'éloge envers les donateurs qui pour eux comble un grand vide en ce moment de fébrilité.

Mme Ablamba Johnson a transmis à cette occasion, le message de félicitation du Président de la République aux élèves et les a exhorter à maintenir la discipline et l'assiduité. Aux parents et personnel enseignant pour leurs efforts en vue d'une formation intégrale de la jeunesse.

Selon elle, « la scolarisation des enfants, favorise leur épanouissement personnel et le développement collectif de notre société. Il est donc du devoir de tous, de leur offrir un environnement d'apprentissage sain ainsi que les outils nécessaires à leur formation ».

Avant d'insister sur la culture de l'excellence en milieu scolaire qui tient à cœur le au président Faure Gnassingbé.

Elle a saisi l'occasion pour

inviter les enseignants à donner le meilleur d'eux-mêmes en vue d'assurer un enseignement de qualité, conformément à la vision du chef de l'Etat, celle de former des citoyens accomplis.

Prenant la parole, Mme Myriam Dossou-d'Almeida présente à la cérémonie, a partagé avec les élèves et parents, les initiatives du Président de la République en faveur des jeunes scolarisés notamment les réformes du secteur de l'éducation, le renforcement des ressources humaines et les réformes de curricula, la gratuité des frais de scolarité et d'inscription aux examens, School Assur et les cantines scolaires dans les zones très défavorisées.

Sourire aux lèvres, les parents et élèves ont dit toutes leurs reconnaissances au Chef de l'Etat. Les élèves ont promis de rendre au Chef de l'Etat la pièce de sa monnaie en faisant en fin d'année des résultats fabuleux

Initiation aux outils informatiques

Lomé Business School offre des cours gratuits aux nouveaux bacheliers

Le samedi 24 septembre 2022 dans l'enceinte de Lomé Business School l'ambiance était festive et pour cause, une cinquantaine d'étudiants venus d'horizon divers ont obtenu leur parchemin au terme de plus d'un mois d'initiation aux outils informatiques(IOI).Une offre à fort impact dans la poursuite des différents parcours de ses nouveaux bacheliers. L'initiation aux Outils Informatiques(IOI) est d'abord et avant tout destinée aux étudiants issus des familles à revenu modeste qui n'ont pas des moyens de s'offrir une formation payante.

Ce projet est parti du constat

selon lequel tout activité et de surcroit tout parcours universitaire réussi ne peut se faire sans un minimum de connaissance en informatique aussi bien pour les recherches voir pour la réussite de tout le parcours. Personne ne peut rester en marge de cette logique. C'est ce qui motive cette approche de charité de Lomé Business School qui en a fait une rhétorique.

Expliquant les motivation de l'IOI, le DG de LBS M. Amani a fait remarquer qu'il s'agit dans la pratique de maîtriser le travail sur un ordinateur portable et développer une bonne

connaissance aux outils bureautiques, aux outils professionnels à travers le design, le marketing etc. Il s'agit de leur offrir l'opportunité de faire leur premier pat dans la programmation de sorte que ces étudiants quel que soit la carrière et la formation potentielle à embrasser soi à l'abri de l'analphabétisme du 21ème siècle notamment celui de ne pas maîtriser l'outil informatique.

La mission de LBS c'est de contribuer à réduire la fracture du numérique auprès des couches les plus vulnérable. Il est totalement gratuit et proposé



chaque année à tous les étudiants qui souhaitent se mettre à l'abri de l'analphabétisme du 21ème siècle.

Il se focalise sur une approche de cotation de 52% de jeunes filles et 48% de jeunes garçons pour une durée

prévisionnelle d'un mois avec du matériel ordinateur offert.

Selon le DG, il se veut une logique d'accompagnement du changement dans l'écosystème et aider les jeunes à être ambitieux dans le choix de leur parcours.

Guidi Ama

Deuxième session extraordinaire du parlement de la CEDEAO

Le budget exercice 2023 de l'institution en étude à Lomé

Les parlementaires de l'espace communautaire de la CEDEAO examinent à partir de ce 03 octobre 2023 à Lomé le budget de l'exercice 2023 du parlement. Cette session est ouverte par la Présidente de l'assemblée Nationale du Togo Mme Yawa Tsègan Djigbodi en présence du président du parlement de la CEDEAO Dr. Sidie Mohamed Tunis, de l'honorable Mémounatou, 3e Vice-présidente du parlement de la CEDEAO, de plusieurs ministres et député de l'assemblée nationale du Togo. Cette Session, hautement importante pour la poursuite du processus d'intégration de la CEDEAO a été précédée du séminaire axé sur l'appropriation du règlement intérieur du Parlement de la CEDEAO.

Dans son mot de bienvenue, l'honorable Meimounatou a témoigné sa gratitude aux plus hautes autorités de l'institution sur le choix porté sur le Togo pour abriter cette session consacré à l'examen du budget exercice 2023. Il est revenu sur l'idéal porté par la CEDEAO des peuples « l'histoire nous démontre à suffisance que les populations de notre sous-région sont parmi les populations les plus mobiles au monde au sein du même espace. Ce brassage incontestable répond la vision qu'incarne la CEDEAO, celle de promouvoir non seulement la coopération rayonnante entre les États, mais surtout l'intégration radieuse des peuples. C'est dans ce sens que dès sa création en 2006, le Parlement de la CEDEAO a pris pour engagement d'œuvrer au bonheur des peuples et au renouveau des nations ouest-africains ».

Dans son discours d'ouverture la présidente de

l'assemblée nationale du Togo Mme Yawa Tsègan Djigbodi a relevé d'importante question lié aux enjeux de développement de la sous-région et de la préservation de la paix dans l'espace. Selon elle,

« Malgré les efforts déployés par les pays membres, notre espace communautaire reste confronté à la persistance des défis tels que l'accès aux services de base et l'emploi décent, les enjeux sécuritaires, la faiblesse des systèmes sanitaires et la vulnérabilité des économies. Dans le même sens, les différents foyers de crises au sein de notre espace demeurent des sujets de préoccupation et doivent retenir l'attention de tous pour rechercher ensemble les voies et moyens de ramener la paix partout où elle est menacée »

Mme Yawa Tsègan a exprimée toute sa reconnaissance et admiration au Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure

Essozimna GNASSINGBE pour l'efficacité de sa politique de recherche et de maintien de la paix, principalement au sein de notre sous-région, afin que nos États puissent consacrer leurs efforts essentiellement aux actions prioritaires de développement tant au plan économique que social ; « Il nous appartient aussi de poursuivre avec ardeur et persévérance le rêve d'intégration des pères fondateurs, en vue de consolider la paix et la cohésion sociale propice à la modernisation de notre espace dans tous les domaines. C'est pourquoi de pareilles assises doivent nous conduire à revisiter les outils clés de gestion de notre institution communautaire, à mener de profondes réflexions en vue de réaliser le grand renouveau de notre espace à travers des solutions innovantes et adaptées à notre environnement. Cela montrerait, aux populations de notre



espace, notre détermination et notre capacité à suivre à grande lancée, l'évolution irréversible vers le bien-être partagé ».

Dans cette optique, les actions de notre institution parlementaire communautaire devront contribuer à la réalisation de la « Vision 2050 » de la CEDEAO, celle de faire émerger « une Communauté de peuples pleinement intégrée dans une région paisible, prospère avec des institutions fortes et respectueuses des libertés fondamentales, œuvrant pour un développement inclusif et durable »

Cette vision selon elle, est déclinée et articulée autour de cinq piliers fondamentaux à savoir la paix, la sécurité et la stabilité, la gouvernance et l'État

de droit, l'intégration économique et l'interconnectivité, la transformation et le développement inclusif et durable ainsi que l'inclusion sociale, est en parfaite cohérence avec les aspirations des peuples de notre communauté

Dr. Sidie Mohamed Tunis a pour sa part rappelé les fondamentaux de la création de la CEDEAO avec les idéaux portés par ses promoteurs au premier au premier rang desquels se trouvent les présidents feu Gnassingbé Eyadema et l'ex président du Nigeria le général Yakubu Gowon avant de rappeler l'importance de leur présence à Lomé qui consacre l'examen du budget 2023 de l'institution communautaire.

La Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO veut faire de la question du genre, un des piliers importants de son agenda

Qui est S.E Damtien Tchintchibidja, la togolaise Vice-Présidente de la commission de la CEDEAO ?

La 61ème session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etats et de gouvernement de la CEDEAO a vu la nomination de la togolaise Damtien Tchintchibidja à la vice-présidence de la commission de la CEDEAO par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO pour un mandat de 4 ans à compter du 11 juillet 2022. Deux mois après sa prise de fonction, elle imprime déjà sa marque par des actes factuels qui poussent admiration. Le dernier en date est sa tournée qui l'a conduit au Sénégal où elle a visité successivement le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) à Dakar et le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), une institution spécialisée de la CEDEAO, située dans le même bâtiment que le CCDG à Dakar le 30 septembre 2022.

Après avoir souhaité la bienvenue à S.E Damtien TCHINTCHIBIDJA au nom du personnel du CCDG, M. Awudu Ahmed Gumah, Responsable de la Planification, Recherche, Suivi et Evaluation a félicité la Vice-Présidente pour sa nomination, étant donné qu'elle est la deuxième femme à occuper ce poste prestigieux depuis la création de l'institution sous régionale. Ce qui démontre que la Commission de la CEDEAO tend progressivement vers l'égalité du genre.

A sa suite, une présentation des programmes et réalisations du CCDG a été faite par Madame Salimata THIAM, la Chargée Principale des Programmes Genre du CCDG. Elle a souligné les six domaines

d'intervention du CCDG, à savoir le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes ; l'accès équitable aux services sociaux de base, notamment l'éducation et la santé ; l'autonomisation économique des femmes ; la démocratie, bonne gouvernance, droits humains, paix et sécurité ; genre et commerce ; genre et migration. Elle a également mis l'accent sur les difficultés notamment le manque de ressources financières et humaines, le besoin de formation et les lourdeurs administratives qui ralentissent la mise en œuvre des initiatives de la CEDEAO pour l'égalité du genre. Elle a fini sa présentation



S.E Damtien Tchintchibidja

en sollicitant de la part de la Vice-Présidente, son appui pour une forte mobilisation de ressources et une meilleure visibilité autour des activités du CCDG pour renforcer et faciliter l'appropriation des programmes du Centre par les populations des pays membre, de même que l'implication de la société civile et du secteur privé.

En réponse aux doléances

du Centre Genre, la Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO a pris l'engagement de soutenir la mobilisation des ressources et la visibilité des activités du CCDG. Tout en prenant l'engagement de faire désormais du genre, un des piliers importants de son agenda, elle a surtout recommandé l'élaboration et la mise en œuvre urgente d'une

stratégie de visibilité pour mettre la lumière sur les programmes et réalisations du CCDG, ce qui contribuera à faciliter la mobilisation des ressources auprès des partenaires techniques et financiers, de même qu'à donner tout son sens à la vision d'une CEDEAO des Peuples.

L'organe présidé par le Gambien Omar Alieu Touray est en outre composé du Nigérien Nazifi Abdullahi Dama en qualité de Commissaire chargé des Services internes, du Ghanéen Abdel-Fatau Musah, Commissaire chargé des Affaires politiques, Paix et Sécurité, de l'Ivoirienne Massandjé Touré-Litse, Commissaire chargée des Affaires économiques et à l'Agriculture et du Nigérien Sediko Douka, Commissaire chargé des Infrastructures, de l'Energie et de la Numérisation.

L'auditeur Général, João Alage Mamadú Fadiá, vient de la Guinée-Bissau. Le Sénégal représentera le Commissariat chargé du Développement humain et des Affaires sociales. Le Liberia occupera la Direction générale du GIABA et le Bénin celle de la Direction générale de l'OAS.

Adam

Pluies diluviennes et efficacité fonctionnelle des retenues d'eau

Les ministres Koffi Tsolenyanu et Bolidja Tiem en visite de terrain

Le Togo connaît ses derniers jours des pluies diluviennes qui ont inquiété les habitants de certaines zones inondables de la capitale. Mais contre toute attente, il n'en est rien dans la plupart des zones connues pour leur impraticabilité en saison de pluie. C'est somme toute le constat résultant d'une visite de terrain des ministres de l'eau et de l'hydraulique villageoise M. Bolidja Tiem et le ministre de l'Urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière M. Koffi Tsolenyanu le 30 septembre 2022.



Motivé par le souci constant d'offrir un cadre de vie saine mis à l'abri des intempéries

climatiques à sa population, le gouvernement sous l'œil avisé du Président de la République a

mis d'énormes moyens ses dernières années pour l'aménagement des retenues

d'eau dans plusieurs quartiers inondables de Lomé. Mettant le pied sur l'accélérateur, ces retenues d'eau ont été reliées par des canaux de drainage en appoint pour éviter les débordements et mieux canaliser les eaux diluviennes jusqu'à leur destination finale.

A l'évidence chacun peut se rendre compte des efforts et des résultats tangibles consentis par le gouvernement et qui offre ses moments de répit.

Expliquant les motivations de cette visite, le ministre de l'urbanisme M. Tsolenyanu estime que « Nous avons visité toutes les bassins de rétention de la capitale pour s'assurer de leur bon état de fonctionnement. Nous rassurons la population que quel que soit la densité des pluies, les systèmes d'évacuation sont performants et efficaces pour canaliser les eaux. Il formule l'espoir d'écartement de risques d'inondations ».

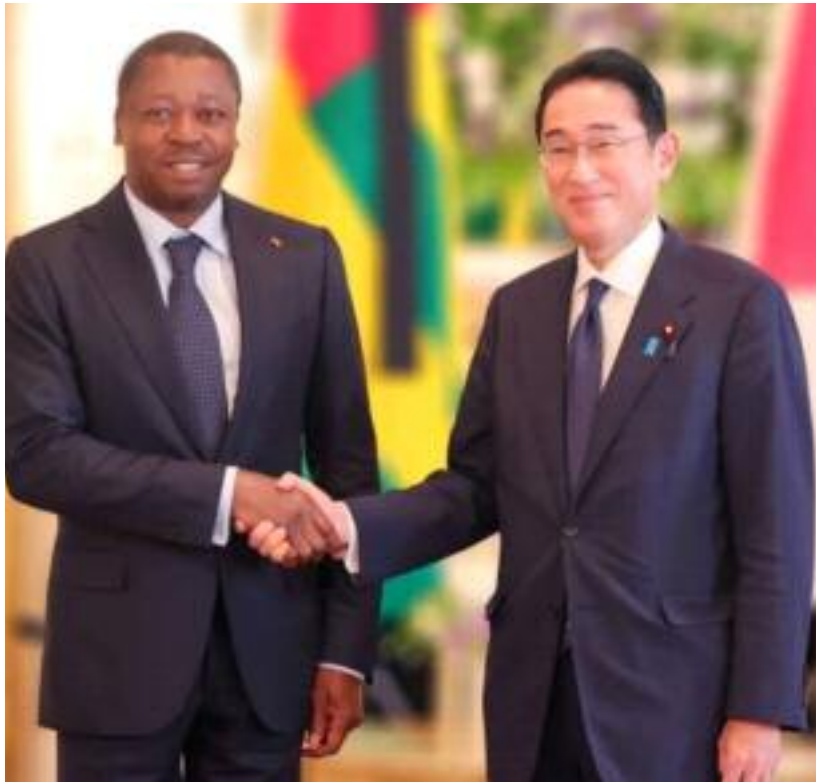
Ils ont tour à tour salué le sens élevé d'anticipation du

gouvernement sous les orientations du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui déjà avant chaque début de saison pluvieuse, accorde des crédits à des structures d'entretien et de fonctionnement de ces bassins. Ceci explique le fait qu'au niveau de chaque bassin, l'on peut constater la présence d'un système de pompage, d'électrification et d'évacuation très performant. C'est la somme de tous ses éléments qui forge ce regain d'espoir.

Pour se préserver des désagréments d'inondations et renforcer les efforts consentis, les deux ministres invitent la population à éviter des incivilités et à entretenir les caniveaux ; à éviter de jeter des ordures dans les bassins de rétention. Tout ceci favorisera la circulation fluide des eaux de ruissellement.

Vivement que la population fasse œuvre utile des conseils du gouvernement porté par les ministres Tsolenyanu et Bolidja.

Coopération/ Faure Gnassingbé au Japon



Le Chef d'Etat togolais, Faure Gnassingbé, a échangé mercredi 28 septembre 2022 avec le Premier ministre japonais Fumio Kishida. C'est dans le cadre d'une visite officielle au Japon, indique la présidence togolaise.

La rencontre, élargie aux délégations des deux pays, a permis notamment d'aborder le partenariat bilatéral entre le Togo et le Pays du Soleil-Levant, matérialisé d'ores et déjà par plusieurs accords et conventions dans les domaines diplomatique, stratégique et économique.

Au Togo, le Japon a, parmi plusieurs initiatives, financé l'implantation du Port de pêche de Gbetsogbé, renforcé les réserves alimentaires via le Kennedy Round, et apporté un soutien « Les projets en cours portent sur les infrastructures, la sécurité alimentaire et la

réalisation de la cartographie numérique à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et dans le cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) », indique le bureau de Faure Gnassingbé ce jeudi 29 septembre 2022, dans le cadre de cette rencontre. Le président togolais ajoute que « Le Japon est un partenaire stratégique du Togo dans la mise en œuvre des orientations prioritaires de la politique de développement ».

Notons que cette rencontre intervient quelques semaines après la TICAD 8, qui s'est tenue à Tunis. Un sommet au cours duquel Tokyo a annoncé 30 milliards \$ d'aide au développement pour l'Afrique. Des ressources dont le pays de Faure Gnassingbé compte tirer parti.

Mieux connaître les ambitions de la SAFER

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier, SAFER, un fonds d'entretien routier de dernière génération, est une initiative du gouvernement togolais, préoccupé par détérioration sans cesse croissante du patrimoine routier national. Créée par décret N° 2012-013/PR du 26 mars 2012, la SAFER est en effet, un établissement public, doté d'une personnalité juridique, d'une autonomie financière et administrative. Elle dispose de plusieurs instances dirigeantes, à savoir un conseil de surveillance, qui est l'organe suprême composé des ministères dont les charges concernent notamment les Infrastructures routières ; les Finances ; les Transports ; les Pistes rurales et l'Urbanisme. Elle est aussi dotée d'un conseil d'administration constitué de trois représentants du gouvernement, de deux représentants du secteur privé et de deux représentants des usagers de la route. La SAFER est également

dotée d'une direction, ordonnateur du budget de la société et responsable de sa gestion devant le conseil d'administration. Elle se fait représenter, sur toute l'étendue du territoire, par des postes de péage, à l'instar du poste de péage de Défalé, qui se charge de la collecte des fonds auprès des usagers de la route, ainsi que d'autres en cours de construction. Elle se fait aussi identifier sur le terrain par des services d'entretien routier, chargés du balayage des routes et du curage

SAFER
Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier

Le péage de Mange ouvert

Le gouvernement togolais à travers la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) met progressivement en place une plateforme automatisée de gestion des voies de péage 24h/24 et 7j/7, pour favoriser un franchissement plus fluide et un fonctionnement plus efficace des postes de péage de notre pays.

La SAFER automatise ses postes de péage

SERVICES OFFERTS
L'automatisation offre aux usagers trois (03) possibilités de paiement au franchissement des postes de péage :

- Le paiement par cartes
- Le paiement par vignettes
- Le paiement par téléphones mobiles

Le paiement par cartes, par vignettes ou par téléphones est réservé aux usagers abonnés. Un mécanisme de recharge via les téléphones mobiles sera disponible sous peu pour permettre aux abonnés de faire leur recharge.

Dans cette phase, les abonnements se feront à la direction de la SAFER, site à Cocoveli sur la Route Nationale N°1 et sur les trois postes de péage automatisés.

Route nationale n°1 (Agbe Cocoveli)
Lomé-togo 0889.86.46
Tel : +228 22 51 88 55 / 56

RESPECTEZ LES MESURES BARRIERES

des caniveaux. La SAFER est également un client de « Go Africa Online », qui lui offre ses services en termes de communications, donnant ainsi des renseignements à toute personne morale ou non pour mieux connaître la SAFER. La SAFER est membre de l'Association des Fonds d'Entretien Routier Africain (AFERA) et fait partie à ce titre, du Groupe Focal d'Afrique de l'Ouest (GFAO), un démembré sous régional de la même organisation.

RGPH-5: Le Togo crée la légende

Quinze mille tablettes réceptionnées

Tout se dessine pour la réussite du cinquième Recensement général de la Population et de l'habitat (RGPH-5). La finesse observée dans l'organisation pour tenir l'échéance établie semble être aux beaux fixes. Le pays se distingue par l'utilisation des tablettes pour plus de précision et la disponibilité en temps réel des données, une première dans la sous-région. Une cérémonie de réception de ces tablettes et de ses accessoires s'est déroulée le 27 septembre 2022, dans les locaux de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), à Lomé.

Ce matériel dont bénéficie le Togo est acquis par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Il servira à la collecte des données lors du dénombrement de la population et pendant l'enquête post censitaire et aussi aux différentes collectes de données futures. Concomitamment il a été lancé la formation des agents recenseurs débutée la veille.

Le lot de tablettes réceptionné est composé de quinze (15000) tablettes, quinze mille (15000) pochettes et quinze mille (15000)

incassables. Le tout d'un coût global évalué à près d'un milliard quarante millions (1.040.000.000) F CFA.

En réceptionnant le matériel, le directeur de cabinet du ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, représentant Madame le Ministre Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Arthur Essohanam Edjeou, a exprimé la gratitude du gouvernement à la CEA pour son appui considérable et la rassurer du bon usage qui sera fait de ce matériel en faveur d'une amélioration significative de la production statistique au Togo.

M. Edjeou a fait savoir que le Togo s'est engagé de façon irréversible dans le processus de décentralisation et de développement local puis dans l'analyse et l'exploitation du dividende démographique.

Toutes ces activités, a-t-il poursuivi, nécessitent des données désagrégées au plus fin niveau de la subdivision administrative, d'où l'importance du RGPH-5 qui permettra de disposer des indicateurs nécessaires au suivi et à l'évaluation des agendas et des processus nationaux et internationaux susmentionnés.

Selon lui, ce recensement permet également de connaître



la situation sociale de la population y compris celle des populations vulnérables, notamment les personnes vivant avec un handicap, les orphelins, les enfants, les personnes âgées et les enfants à des niveaux géographiquement désagrégés; de même que les caractéristiques de l'habitat et du cadre de vie de la population et les différents mouvements de la population seront également appréciés.

A cet effet, il a rendu un vibrant hommage au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé qui s'investit personnellement en vue d'un heureux aboutissement de ce 5ème

Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Le directeur de cabinet a saisi cette opportunité pour renouveler ses sincères remerciements à l'ensemble des partenaires techniques et financiers et lancer un appel à tous les acteurs impliqués dans ce processus ainsi qu'à toute la population afin de contribuer au succès de ce recensement.

Pour mémoire, le Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-5) est prévu pour se dérouler du 23 octobre au 12 novembre 2022 et permettra la réactualisation des données et permettra au pays de tenir avec précision ses planifications de développement.

Coup d'État au Burkina

Un dénouement pacifique qui porte la marque du Togo

Le Togo vient une fois encore de marquer un coup pour le maintien de la paix dans l'un des pays de la sous-région en difficulté. Le Burkina Faso puisque c'est de lui qu'il s'agit, était au centre de toutes les informations avec un second coup d'État 8 mois après celui orchestré par le désormais ex-président Damiba. Tous les cases pour arriver à une confrontation entre les deux camps rivaux étaient cochées. Il a fallu l'acceptation du Togo d'accueillir l'ex-président Damiba pour dissiper l'atmosphère très anxiogène ce dimanche 02 octobre à Ouagadougou. Ce coup positif en faveur de la paix vient consacrer la posture saluée depuis des lustres par la communauté internationale qui ont fait du Togo l'épicentre des négociations pour la paix dans l'espace CEDEAO. C'est en substance cette marque qui a valu les éloges du Commissaire Paix et Sécurité de la CEDEAO au Togo qui s'exprimait lors de la dernière réunion du Groupe de soutien à la transition au Mali :

« Je voudrai rendre un hommage au président de la République Faure Essozimna Gnassingbé qui a transformé Lomé en un centre de dialogue et de médiation et la facilitation de tous ses dialogues dans notre sous-région. Nous sommes très reconnaissant pour cet appui du Togo au processus d'apaisement dans notre sous-région ». Ses mots sont issus du commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO M. Abdel-Fatou Musah lors de la conférence de presse à l'issue de la troisième réunion du



groupe de soutien à la transition au Mali (GST-Mal) tenu le 06 septembre 2022 à Lomé.

Un dénouement pacifique vu les positions tranchées qui portent la marque du Togo pour éviter une situation explosive.

Le point sur les négociations qui ont mené à la démission de Damiba

Des concertations sont toujours en cours au sein de l'armée. Trois jours après le coup d'État mené par les hommes du capitaine Ibrahim Traoré, la situation s'éclaircit un peu. L'ancien président de la transition, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, a démissionné. Les risques d'affrontements au sein de l'armée semblent s'estomper. Et des discussions ont eu lieu, toute la journée de dimanche, au siège de l'état-major.

Les négociations se sont faites en deux temps. D'abord, il a fallu éviter un affrontement entre les partisans du capitaine Traoré et ceux de lieutenant-colonel Damiba. Ce sont les chefs coutumiers et religieux

qui sont intervenus.

Dans un communiqué conjoint publié dimanche après-midi, ils annoncent la démission de l'ancien président de la transition. Le lieutenant-colonel Damiba a posé plusieurs conditions à son départ. La poursuite des opérations militaires sur le terrain, la garantie de la sécurité et de la non-poursuite des soldats qui s'étaient engagés à ses côtés, la poursuite du renforcement de la cohésion au sein des forces de sécurité, la poursuite de la réconciliation nationale, le respect des engagements pris avec la Cédéao – en clair, le respect des échéances devant mener à un retour à l'ordre constitutionnel, la poursuite de la réforme de l'État et, enfin, la garantie de sa sécurité et de ses droits, ainsi que ceux de ses collaborateurs.

Selon les médiateurs, toutes ont été acceptées par le capitaine Traoré.

Cette question réglée, des concertations se sont poursuivies, tout au long de la journée. Cette fois-ci, ce sont

les officiers supérieurs qui se sont installés autour de la table, à l'état-major. Selon une source proche des médiateurs, les débats ont concerné, entre autres, la réorganisation de l'armée et la feuille de route de la transition. La tenue d'assises nationales et le choix d'un président civil ou militaire ont

notamment été évoqués.

Les débordements populaires de la veille ont également déplu à une certaine partie de la haute hiérarchie militaire. « Le Burkina ce n'est pas ça, déplore un observateur des discussions. Même en temps de crise, on doit rester digne. »

OIT/ Gilbert Fossoun Hounbo prend officiellement fonction OIT

Le Togolais Gilbert Fossoun Hounbo devient pleinement directeur de l'Organisation internationale du Travail (OIT), à partir de ce vendredi 30 septembre 2022.

A la faveur d'une cérémonie de passation de service qui s'est tenue ce jour, celui qui a été Premier ministre du Togo de 2008 à 2012 et récemment Patron du Fonds International de développement de l'agriculture (FIDA), a reçu les clés de l'organisation onusienne, des mains de son prédécesseur, le Britannique Guy Ryder.

« Je salue votre engagement sans compromis envers les valeurs fondatrices de l'OIT, votre poursuite résolue de l'excellence technique dans le cadre du mandat de l'organisation et votre respect constant pour nos mandants tripartites, en tant que source d'inspiration unique pour l'OIT. Ce sont des qualités que je chercherai à imiter alors que je m'engage dans la mission qui m'a été confiée », a déclaré Gilbert F.

Hounbo au DG sortant, lors de la cérémonie, comme le rapporte l'OIT.

Parmi ses priorités, le haut fonctionnaire international inclut « la réponse internationale aux questions du panier de la ménagère, de la vie chère et l'inflation. Il s'agira également de travailler à renforcer l'universalisation de la protection sociale, notamment dans le secteur informel ». A ces préoccupations, il faut ajouter la lutte contre le travail des enfants et l'esclavage moderne, rappelle Togo First. Le mandat du Togolais à la tête de l'OIT s'ouvre dans un contexte où les questions de transition économique se font plus aiguës.

Pour rappel, Gilbert F. Hounbo a été élu comme 11e Directeur Général de l'Organisation en mars 2022, par le Conseil d'administration de l'institution. Les Directeurs généraux de l'OIT sont nommés pour un maximum de deux mandats de cinq ans.

10EME ANNIVERSAIRE DE LA COTPAT

Les transformateurs des produits agricoles soutiennent le « Mois du consommer locale » et se projettent sur l'avenir

La Coopérative des transformateurs des produits agricoles du Togo (COTPAT) a organisé le 28 septembre dernier une journée de réflexion, pour marquer les dix (ans) de son existence sur l'échiquier de l'Agriculture au Togo.

Placée sous le thème : « Consommer locale : vecteur du développement économique », l'initiative, selon les responsables de la COPTAT est de partager avec les transformateurs, autres acteurs et partenaires, les différentes activités de la coopérative et de réfléchir ensemble sur la contribution des acteurs de la transformation pour la promotion des produits locaux

afin de booster la consommation locale.

De façon spécifique, cette journée a permis aux acteurs de présenter les différentes réalisations de la Coopérative durant les dix (10) dernières années et de renforcer les activités de la coopérative pour contribuer significativement à la consommation locale.

Dans cette droite ligne, le président de la COTPAT, Salami Layi a profité de l'occasion pour égrener la pléiade d'activités menées par son organisation durant ces dix (10) ans de parcours. En autres, la formation des membres sur les normes d'hygiène, la démarche HACCP, la gestion de micros entreprises et le marketing, la participation aux foires et



expositions, la création de trois vitrines (2 à Lomé et 1 à Kara), la création du site internet (www.cotpat.org) et l'analyse et certification des produits des membres.

"C'est une fierté pour nous d'être au service de la promotion et de la transformation des produits locaux", a confié M. Salami à

nos confrères de agridigital.net.

Il faut souligner que le point d'orgue de cette journée est un panel de discussions organisé autour des enjeux et les défis liés à la consommation locale.

A l'issue des échanges, les acteurs ont non seulement formulé un plaidoyer pour le soutien des micros entreprises



de transformation pendant cette période post Covid doublée de l'inflation généralisée, mais aussi des recommandations, des propositions et apporter des contributions pour la réussite du « Mois du Consommer Locale ».

Rappelons que la COTPAT regroupe les unités de transformation de produits agricoles de Lomé jusqu'à Cinkassé et compte 21 membres actifs et plus de 150 membres sympathisants.

Togo/Système dual de type coopératif, les curricula de formation dans 5 métiers officiellement lancés

Développer la formation professionnelle et mieux l'adapter aux enjeux de développement et à la problématique de l'emploi, c'est l'une des axes prioritaires que s'est fixé le gouvernement togolais dans ses planifications. Dans son engagement de lier la politique exprimée et celle pratiquée, le ministre délégué chargé de l'enseignement technique et de l'artisanat, M. Kokou Eké Hodin déploie une lourde artillerie par des actes factuels en mettant en branle des stratégies touchant directement la cible. Le lancement le 03 octobre 2022 à Lomé de la production des curricula de formation dans 5 métiers du système dual de type coopératif est l'une des déclinaisons des grains du long chapelet des actions déployées dans son cahier de charge.



Ce lancement auquel ont pris part le directeur de cabinet du META M. Ikélé Kossi Assedi, du Directeur de l'institut de national de Formation et de Perfectionnement (INFPP) M. Kossi N'GUSSAN, du secrétaire exécutif M. Tchankoni Koffi du Fonds

National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement (FNAFPP), du Président de l'UCRM M. Mohamede Issaka, des chefs d'inspection, des inspecteurs et des professionnels des métiers de l'artisanat se veut une option fondamentale de la formation en

alternance. Il concerne pour cette année la maçonnerie, la coiffure, l'électricité automobile, la soudure et la carrosserie automobile et a pour ambition de mettre à la disposition du marché de travail des artisans qualifiés capables de s'auto employer et de créer des



emplois pour d'autres togolais.

Dans son discours d'ouverture le ministre Hodin Kokou Eke a fait un tour d'horizon des nouveaux enjeux de la politique de l'emploi porté par le Togo sous les orientations du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé et dont son département est l'un des porte flambeau : "Le principal défi à relever aujourd'hui reste la diversification des offres de formation dans ce système de formation dual... Cette perspective donne espoir à une qualité compétitive à l'apprentissage des métiers et permettra de former des apprenants au diplôme de Certificat de Qualification

Professionnelle (CQP)".

Appelant chaque acteur à des actions concrètes, concertées et à un engagement total pour la mise en place de ce cadre favorable à la formation professionnelle, il les a rassuré de la disponibilité des outils pour sa réussite « Grâce à l'appui que la GIZ a apporté à notre département à travers son programme ProFoPEJ devenu ProDED, notre secteur dispose des outils efficaces de formation en Coupe-couture, en électricité bâtiment, en mécanique automobile, en mécanique moto et en menuiserie bois » a-t-il dit.

Dans son mot de bienvenue, le Directeur pédagogique et des programmes a dit son admiration pour la multiplication des initiatives depuis le magistère du ministre Odin à la tête du META. Selon lui, ce énième acte posé donne un nouveau souffle à ce système de formation qui a ciblé ces 5 métiers qui n'ont pas connu jusqu'à ce jour une diversification tangible des offres de formation.

A.A

Développement communautaire

Djatawoul dans le Dankpen bénéficie d'un centre communautaire moderne

Un centre culturel de renom a été inauguré à Djatawoul dans le canton de Nampoch (commune Dankpen1) le 23 septembre 2022. Le coût estimatif de ce centre qui offre un espace confortable pour des activités recreatives est de 38446665 FCFA entièrement financé par la Banque Mondiale. C'est un ouvrage qui rendra

dans la droite ligne de la politique de développement des infrastructures sociales de base du gouvernement porté par le ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Architecture de l'ouvrage
Construit sur une superficie de 02 hectares, ce nouveau

centre communautaire est composé d'une grande salle de réunion équipée à capacité de 500 places ; de 02 chambres de passage ; d'un bureau ; des sanitaires et une mini adduction d'eau. La salle de réunion bénéficie également d'un équipement de dernière génération notamment un poste téléviseur, des meubles, d'un



système de sonorisation et alimenté entièrement par l'énergie solaire.

Le thème lors du lancement

des activités à se dérouler au

Suite à la page 7

Journée Mondiale de l'Habitat

« Orienter les différents programmes et projets vers la réduction des écarts et permettre à des personnes vivant dans la précarité d'avoir un accès au logement décent » Le ministre Koffi Tsolenyanu

Instituée par l'assemblée des Nations-Unies en sa résolution 40/202 du 17 décembre 1985, le monde entier réédite chaque le 03 Octobre de l'année la journée mondiale de l'habitat. L'édition de cette année 2022 a pour thème « Attention à l'écart. Ne laisser personne ni aucun endroit de côté ». Occasion offerte au ministre de mettre l'emphase sur la politique de l'habitat porté par le gouvernement togolais. Au nombre des actions menées, le Togo envisage la création d'une ville nouvelle à Kpomé dans la commune de Zio 1 sur une superficie de 1177 hectares pour décongestionner le grand Lomé. Après cette première étape, ce programme devra être étendu au reste du pays.

Le Togo, à l'instar des autres pays du monde, observe cette tradition. A l'occasion, dans son message de circonstance, le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, Me Koffi Tsolenyanu, a souligné que cette journée offre également l'opportunité d'organiser des événements, des rencontres d'échanges avec le public et l'ensemble des partenaires impliqués dans le secteur de l'habitat et du logement.

Selon lui, le thème retenu pour cette année, interpelle la communauté mondiale sur les priorités dans les domaines de l'habitat et du logement. Faisant suite au thème de l'édition 2021, « un logement pour tous : amélioration de l'environnement urbain », a-t-il poursuivi, il rappelle à l'ensemble des acteurs, à savoir les gouvernements, les municipalités, les investisseurs privés nationaux et internationaux, les organisations œuvrant dans le secteur de l'habitat et du logement, à nous tous, notre responsabilité collective en ce qui concerne la lutte contre les inégalités croissantes de par le monde dans l'accès au logement.

A cet effet, le ministre Tsolenyanu a fait savoir qu'une grande partie de la population mondiale, en particulier dans les pays en développement, n'ont ni toit, ni installations sanitaires. Or, est-il besoin de rappeler, le bien-être physique, psychologique, social et

économique d'une personne, dépend de ses conditions de vie, parmi lesquelles un habitat salubre équipé d'infrastructures de base.

« A cet égard, le thème de l'année s'accorde bien avec le nouvel agenda urbain (NAU) de l'ONU-HABITAT qui vise l'atteinte de la cible 11 des 17 objectifs de développement durable (ODD), à savoir « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », a-t-il indiqué.

Pour le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, il s'avère aujourd'hui un devoir impérieux pour les décideurs, à quelque niveau de responsabilité qu'ils se situent, d'orienter les différents programmes et projets qu'ils sont chargés d'exécuter, vers la réduction de ces écarts afin de permettre à la majeure partie des personnes vivant dans la précarité d'avoir accès au logement décent.

« Seule une action consciente et concertée de tous les maillons décisionnels et opérationnels permettra de faire bénéficier à toutes les couches de la population d'un cadre de vie meilleur et attrayant, ainsi que des services d'aménagement et d'assainissement essentiels. C'est également l'occasion d'attirer l'attention des décideurs sur les préoccupations environnementales dans l'élaboration des règles d'occupation des espaces. La

question de l'habitat est en effet intimement liée à celle de l'environnement, car il ne saurait y avoir d'habitat sûr et viable que dans un cadre de vie sain. La mise en œuvre effective des mesures



préconisées sur le plan mondial dans les différents contextes nationaux passera par une sensibilisation soutenue aux bonnes pratiques anti-pollution et de préservation des écosystèmes impactés par l'action humaine », a-t-il laissé entendre.

Selon lui, ces défis ne peuvent être relevés qu'à condition de créer un cadre ouvert de concertation de tous les acteurs, afin de sensibiliser l'opinion et d'appeler les centres de décision à entreprendre des actions inclusives et participatives en vue d'une meilleure prise en charge des problèmes qui se posent dans ce secteur.

A cet effet, le ministre Tsolenyanu a relevé les initiatives prises par le gouvernement visant à améliorer l'habitat et à régler les déséquilibres en matière de

logement. Il s'agit entre autres, du décret portant approbation de la déclaration de la politique nationale du gouvernement dans le secteur du logement de 2009, la validation en 2014 de la politique nationale de l'habitat et du développement urbain et la déclaration de politique nationale à la troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) de Quito en Equateur.

Pour Me Koffi Tsolenyanu, ces engagements se traduisent par les actions fortes telles que la création du Fonds Spécial pour le Développement de l'Habitat (FSDH), qui a pour mission de produire le foncier sécurisé en vue de le mettre à la disposition des promoteurs immobiliers, et la création du Centre de la Construction et de Logement (CCL) qui a pour mission principale, d'améliorer l'habitat au Togo par la recherche sur les matériaux locaux disponibles et de promouvoir l'utilisation de ces

matériaux.

« Ces actions menées s'inscrivent dans la vision du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé qui accorde une importance particulière aux préoccupations de la population togolaise concernant l'habitat et le logement. C'est ainsi qu'il a instruit le gouvernement de mettre sur pied un programme de construction de 20.000 logements décents à coûts abordables. L'objectif de ce programme, inscrit dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et confié au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, est d'accroître le parc immobilier du Togo afin de prévenir la raréfaction des logements et les conséquences perverses de la spéculation qui risquent à terme de marginaliser davantage les couches les plus vulnérables de la population eu égard à l'accès au logement et à un habitat sain », a-t-il souligné.

Développement communautaire

Djatawoul dans le Dankpen bénéficie d'un centre communautaire moderne

Suite de la page 6

sein de cette infrastructure de développement de base est : « le développement à la base au service de la lutte contre l'extrémisme violent ». Les échanges autour du sujet ont permis de sensibiliser les populations et surtout la jeunesse sur les enjeux et défis liés à l'insécurité grandissante dans la sous-région ouest-africaine.

Au plan géographique, le village de Djatawoul possède un atout majeur car, situé à cinq minutes de la ville Guerin-Kouka, sur la route Sokodé - Bassar - kabou - Guerin-kouka pour rejoindre la RN1 au niveau de Sadori dans l'Oti Nord.

« Le lancement des activités du centre communautaire de Djatawoul fut l'occasion pour les cadres de la localité de remercier le gouvernement et de lui témoigner le soutien pour sa politique du développement à la base. Ce fut également une occasion de faire découvrir ce milieu rural à tout le pays et d'inviter les ONG les ministères et tout autre organisme à visiter ce centre et à y tenir au besoin leurs activités », a laissé entendre M. N'tegnami Namodo, fils du milieu.

La circonstance a permis aussi de renouveler les

instances dirigeantes du village que sont le conseil des notables du chef du village. Au nombre de huit, les membres du conseil de notables sont composés de personnes âgées et de jeunes. Ils sont tous invités à participer et à contribuer sans relâche au maintien de la cohésion sociale et de la paix.

Le bureau du comité de développement du village de Djatawoul est aussi renouvelé à cette occasion afin de renforcer la promotion de l'émergence de la localité essentiellement agricole par le développement des groupements et des coopératives.

Pour rappel, le centre communautaire de Djatawoul est baptisé « Mjim center ». Pour les promoteurs, ce nom donné au centre possède tout son sens justifié. Il constitue une source et un atout à plusieurs points de vue. La procurance de revenus de longue durée pour la population bénéficiaire, l'infrastructure étant à bailier ainsi que la permanence de la restauration et du bar. Le center offre un cadre d'échanges et peut attirer les touristes de tous les horizons.

Vivement que d'autres infrastructures sociocommunautaires voient le jour pour le bonheur de la population.

E2A CONSULTING
Taxes Legal & Management

COÛT DE LA FORMATION PAR MODULE
- 100 000 F CFA pour les professionnels
- 100 000 F CFA pour les étudiants

FORMATION MODULAIRE EN FISCALITE
DEVEZ FISCALITE EN TROIS MOIS GRACE A E2A CONSULTING !!!

Vous êtes : Directeur de société, Conseiller fiscal, Comptable-Gestionnaire, Auditeur-fiscaliste ou juriste d'entreprise, Agent de l'administration fiscale, Etudiant ou toute autre personne désireuse de maîtriser la matière fiscale.

E2A Consulting met à votre disposition
un programme de formation en cours de jour et en cours de soir sur plusieurs modules :

MODULE 1 : MAÎTRISER TOUTES LES TECHNIQUES EN MATIÈRES DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA), DE TAXE SUR LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES (TAF) ET DE TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE (TCA) POUR UNE SÉCURITÉ FISCALE DE L'ENTREPRISE :

MODULE 2 : L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES
- IMPOSITION DES REVENUS D'EMPLOI
- IMPOSITION DES REVENUS D'AFFAIRES

MODULE 3 : L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) APPROFONDI :
- LA DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL
- LA GESTION FISCALE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

MODULE 4 : LES GRANDS ENJEUX DE LA FISCALITÉ INTERNATIONALE :
LES PRIX DE TRANSFERT

MODULE 5 : LES GRANDS PRINCIPES DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES :
MODULE 6 : LA FISCALITÉ DU PATRIMOINE :
MODULE 7 : LES PROCÉDURES FISCALES :
MODULE 8 : DÉCENTRALISATION ET FISCALITÉ LOCALE :
MODULE 9 : LES ASTUCES POUR UN CONTRÔLE FISCAL RÉUSSI AU SEIN DE L'ENTREPRISE :
MODULE 10 : LA FISCALITÉ DU NUMÉRIQUE

La Fiscalité est notre Média !!! Les cours débiteront le mardi 12 septembre 2022 en présentiel et/ou en ligne.

LIEU DE LA FORMATION :
La formation se déroulera au siège du cabinet E2A Consulting dans des locaux adaptés à la formation.

MS : Pour toutes inscriptions ou informations complémentaires contactez nous sur : +228 92343430 Adresse mail : info@e2aconsulting.tg

C'est Reparti !
30 Nov 17 Dec 2022
Foire Internationale de LOMÉ
 Foire de toutes les opportunités

THÈME: COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

+1000 EXPOSANTS
 +300 000 VISITEURS
 90 000 M² D'ESPACE

www.cpfat.tg

SAFER
 Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier

ENTRETIEN ROUTIER
GESTION DES POSTES DE PEAGE
APPUI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps de d'arrêt au péage.

Ceci est un message de la **SAFER**

Route nationale n°1 (Agoè Cacaveli) Lomé-Togo 08BP:8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES